



Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Ressources - Zone d'Aménagement Concerté Cannabe - Commune de Cournonterral - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2020 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le parc d'activités économiques « Cannabe » est situé sur la commune de Cournonterral. Il permettra notamment de répondre aux très nombreuses demandes d'implantation des PME (Petites et Moyennes Entreprises) et TPE (Très Petites Entreprises) artisanales situées sur la plaine Ouest du territoire de la Métropole ainsi qu'aux agriculteurs locaux. Cette opération contribuera à renforcer, sur l'Ouest du territoire de la Métropole, le maillage de parcs d'activités mixtes dits de « proximité ». De surcroît, ce parc d'activités économiques répondra aux critères d'excellence en termes de développement durable puisqu'il fera l'objet d'une certification Haute Qualité Environnementale Aménagement.

Une consultation a permis de désigner comme architecte en chef de cette opération le Groupement ROBIN et CARBONNEAU / Urban Project pour la conception de ce parc d'activités économiques (PAE).

L'aménagement de ce nouveau parc a été confié à la SA3M (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) par une concession d'aménagement signé le 27 juin 2018. Le dossier de création de la ZAC a été approuvé le 20 décembre 2017. Le dossier de réalisation a été approuvé le 18 décembre 2019 et le programme des équipements publics a été approuvé le 23 novembre 2020.

La ZAC couvre une surface de 9,1 hectares dont 45 000 m² de terrains cessibles destinés à accueillir des activités productives artisanales et industrielles, un hameau agricole permettant l'accueil de sièges d'exploitations et un équipement mutualisé à destination des agriculteurs (aire de lavage).

Conformément aux dispositions de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, la SA3M, concessionnaire de la ZAC Cannabe, propose aujourd'hui d'arrêter le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2020, les dépenses engagées par la concession d'aménagement s'élevaient à 839 000 € HT, dont 71 000 € HT en 2020, correspondant essentiellement aux dossiers PRO/DCE et aux travaux préparatoires environnementaux (travaux de défavorabilisation du site avant démarrage des travaux de viabilisation qui ont, quant à eux, démarré en avril 2021). Au 31 décembre 2020, les recettes perçues s'élevaient à 895 000 € HT, dont 236 000 € HT en 2020.

Le bilan prévisionnel actualisé de l'opération s'équilibre en recettes et en dépenses à 5 186 000 € HT. Le montant de la participation d'équilibre s'élève à 926 000 €, reste inchangé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2020 de la zone d'aménagement concerté « Cannabe » établi par SA3M, titulaire de la concession d'aménagement ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de cette opération établi par SA3M en date du 31 décembre 2020 ainsi que les tableaux des cessions/acquisitions et le plan de trésorerie actualisé ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172903-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- rapport
- bilan financier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.